

Marche des automobiles. Pourquoi ne pas doter ces machines d'un clairon républicain (réduit) dont M. Corion joue avec tant de facilité. Au moins on ne risquerait plus d'être écrasé, puisqu'on les entendrait venir de loin ces teuf-teuf de malheur!

Les marchés publics. — Il y a des étrangers qui vendent des fleurs et plantes artificielles sur la Grand-Place, les jours de marchés, ce qui chagrine M. Ordlio; aussi demande-t-il qu'on donne de préférence des places aux patentes de Tourcoing; ça se comprend.

Mais pourquoi ne pas supprimer ces marchés et interdire complètement la vente sur une place, des produits manufacturés et autres pour n'y laisser venir que les produits du sol? C'est pour ce dernier but que les marchés ont été créés et à Tourcoing on paie les vivres beaucoup plus chers qu'ailleurs, précisément parce qu'on ne permet pas aux fermiers de vendre leurs produits. On est obligé de passer par les revendeurs ambulants ou les Halles et... on est horriblement écorché. Voilà une réforme qui serait bien accueillie par la population.

M. Dron a répliqué comme il a pu à toutes ces questions, s'emballant même par moments et après s'être élevé contre une proposition de M. Maertens réclamant l'établissement de bornes-fontaines, il a fermé le robinet de ce conseiller en même temps que celui des eaux potables qui, selon le Maire de Tourcoing, doit être plutôt une entreprise de rapport, qu'une œuvre d'utilité publique.

Comme ces messieurs avaient énormément travaillé, ils se sont offert une vacance d'un mois et demi; la deuxième représentation est fixée au 19 juillet prochain.

COLLECTIVISTES, LISEZ CE MENU...

« Tous ces capitalistes qui s'enrichissent avec la sueur des prolétaires savent bien donner dans leurs somptueux palais des festins monstrueux et se remplir la panse pendant que vous, malheureux ouvriers, vous, vos femmes et vos enfants claquez des dents, mourez de faim et en êtes réduits à la plus noire misère.

« Et le patronat qui se regorge de plaisirs avec l'argent qu'il vous a volé, etc... »

— Qu'est-ce que ces théories, me direz-vous.

— Ceci est tout simplement extrait d'un discours que le citoyen Millerand débitait à Roubaix en 1898 lorsqu'il y venait, au Théâtre Deschamps défendre la candidature de son ami Jules Guesde, qui n'en fut pas moins chassé de Roubaix.

— Et puis après?

— Après? Mais vous croyez sans doute que le citoyen Millerand, une fois ministre va mettre ses actes en rapport avec ses déclarations?

— Parfaitement, il l'a fait; il est resté un pur socialiste.

— Tant mieux; ce qui ne l'empêche pas de se moquer des collectivistes avec un sans gêne remarquable. Lui qui à Roubaix s'élevait avec indignation contre les capitalistes qu'il accusait « de donner des somptueux festins et de se remplir la panse avec l'argent volé aux ouvriers » il vient d'offrir à Paris, un banquet dont voici le menu :

- Potages
- Crème d'artichauts
- Consommé aux profiteroles
- Concombres au vinaigre
- Rissoles Conti
- Darnes de saumon braisé Albufer
- Filet de bœuf paysanne
- Jeune dindonneau à la ganloise
- Jambons de Westphalie à l'ancienne
- Grives glacées au Xérès
- Spoons au vin de Samos
- Mousses à la fine-champagne
- Poulettes de Bresse truffées rôties
- Bouquets de langues glacées
- Salade
- Crêpes à la bordelaise
- Fraises des bois au kirsch
- Glaces hollandaises
- Palmiers

Comme quoi ce qui était blâmable à Roubaix en 1898 est devenu rationnel à Paris pour le même M. Millerand, depuis qu'il est ministre du commerce.

M. Millerand reprochant aux industriels roubaixiens de se « remplir la panse » et servant à ses invités un menu pantagruelique comme celui-là, ce n'est ni plus ni moins qu'un comble.

Pauvres socialistes, qui vous laissez berner par de tels polichinelles! Que vous êtes à plaindre! Vous écoutez des sous-Millerand qui vous feront en temps d'élections toutes les promesses que vous voudrez pour piper vos voix, mais qui une fois à Paris se moquent de vous comme de Colin Tampion.

Pendant que vous mourez de faim, comme le dit M. Millerand, celui-ci s'amuse et « se remplit la panse ». Et pourtant voilà votre chef, voilà l'homme que vous receviez naguère aux cris répétés de : « Vive la Sociale ! »

M. Millerand, mais c'est le plus bourgeois des ministres, allez voir, si vous parcourez à l'Exposition la salle de la bijouterie française, les parures de brillants et de diamants appartenant à M. Millerand; vous m'en direz des nouvelles. C'est un socialiste quelconque à

Roubaix, en temps de période électorale, mais à Paris c'est le vrai boulevardier, éblouissant de son luxe, le pauvre diable qui peine et pleure.

Tous les mêmes ces orateurs socialistes de réunions publiques: individus à double face. C'est comme Jules Guesde voyageant en 1^{re} classe avec un pardessus en fourrure, de Paris à Lille, mais s'affublant de vieilles nippes et s'installant dans un compartiment de troisième classe pour aller de Lille à Roubaix.

Il n'y en a pas d'autres. Tous fumistes!

SIMPLE QUESTION. — Un de nos correspondants nous adresse la question suivante à laquelle nous ne savons que répondre:

« Est-il vrai qu'un conseiller municipal, tenant un commerce dans une des rues les plus fréquentées de la ville, ait remis des objets de piété, des christes, des statues, etc., qui figuraient autrefois à la vitrine de son magasin, sous prétexte que cela offusquait les frères et amis de l'Hôtel-de-Ville? »

Si la demande est embarrassante, la réponse ne l'est pas moins; en tous cas, si le personnage visé est celui que nous pensons, cet acte serait en rapport avec son caractère hautain et dédaigneux; si c'est encore le même conseiller qui postulait pour être adjoint, le 20 Mai dernier et dont les circonstances viennent de favoriser les ambitions, on conçoit qu'il ait fait subir à son étalage les modifications que l'on connaît, dans le seul but d'obtenir les voix de ses collègues. C'est là ce qu'on appelle changer de couleurs.

Petits gens! petits moyens!

LA QUESTION DES POMPES FUNÈRES.

— Défense présentée par l'Administration municipale. — Hih! Hih! Hourrah! Le Courrier de Tourcoing vient de remporter une victoire dont il a le droit d'être fier. Dans un article très documenté, nous avions, samedi dernier, présenté la question des pompes funèbres sous son vrai jour et nos révélations ont eu le don de jeter le branlebas à la mairie. Le pot aux roses était découvert! Ce satané Courrier de Tourcoing avait mis les pieds dans le plat! Ignoble journal, de quoi se mêle-t-il donc celui-là? Vite, vite, un communiqué à la presse, sans cela c'est le commencement de la fin.

Ainsi fut fait et le jour même de la Pentecôte, alors que les bureaux étaient fermés, on préparait à l'Hôtel-de-Ville, une note qui était adressée vers le soir aux journaux de la localité; pas au Courrier de Tourcoing, est-il besoin de le dire? Donc notre article avait produit chez nos municipaux l'effet d'un lourd pavé lancé de haut dans une mare aux grenouilles. Et nous ne crierions pas victoire! Et nous ne nous féliciterions pas d'un semblable résultat! Allons donc! Hih! Hih! Hourrah!

L'administration municipale a donc rédigé une longue note explicative dans laquelle elle tend à démontrer aux badauds qu'elle a sauvé le Capitole. C'est un comble d'acrobatie que ces déclarations alambiquées qui non seulement ne prouvent rien du tout, mais attestent tout bonnement que la municipalité n'était pas aussi sûre que cela d'elle-même et qu'elle a éprouvé le besoin de présenter sa défense. Et combien piteusement elle le fait!

Ce serait de la redite que de reproduire ici cette interminable tartine sortie du cabinet de M. Dron... ou d'un autre; les Tourquennois en ont tous pris connaissance et ils ont lu entre les lignes. Quand pour éclairer le public sur une question si claire par elle-même, on est contraint de se casser la tête pour trouver des excuses dont le peu de valeur est la condamnation même de ceux qui les présentent, c'est qu'on n'a pas la conscience bien tranquille.

Echafauder une sorte de plaidoirie pro domo, dans le but unique de démontrer aux électeurs qu'on n'a agi que dans de bonnes intentions, c'est un procédé qui se qualifie de lui-même! Surtout quand dans une note officielle on laisse percer le bout de l'oreille en employant des expressions et phrases dans le genre de celles-ci: « L'humanité des critiques »; ou bien: « Le public qu'on a cherché à égarer »; soit encore: « Ce sera un enseignement pour ceux qui écrivirent trop sans se donner la peine d'éclairer leur lanterne! »

En fait de lanterne c'est celle de la Mairie qu'on a oublié d'allumer et pour l'alimenter maintenant on vent y mettre tout d'un coup tant de choses à la fois qu'à la demi-obscurité succède la noirceur du plus déplorable chaos.

A-t-on jamais entendu parler d'une communication administrative comme celle-ci dans laquelle les auteurs se permettent de tels écarts de langage? C'est à croire, parole d'honneur, que les bureaux de rédaction du journal de M. Dron sont transférés à la Mairie. Si la municipalité se met maintenant à polémiquer, il va y avoir une grève de journaliers, ce qui ne serait peut-être pas mauvais attendu que voilà une catégorie de travailleurs qui n'ont pas encore fait connaissance avec la loi de onze heures.

Nous sommes donc en droit de dire à ces messieurs, puisqu'ils emploient de tels moyens pour chercher à étaler leur innocence et leur bonne foi: Vous vous fâchez, donc vous avez tort.

Et puis pourquoi attendre qu'il n'y ait plus que huit jours avant la mise en vigueur de la décision prise, pour en informer le public? Pourquoi ne même pas avoir donné une réponse aux loueurs de voitures et avoir laissé ces malheureux faire une démarche vaine à la Préfecture du Nord, alors que déjà l'affaire était conclue avec le concessionnaire du dehors? Pourquoi ces cachoteries? Pourquoi ces subterfuges et ces mystères?

Tout ce que nous avons écrit se réalise: on a attendu le dernier moment afin de pouvoir dire aux mécontents: il est trop tard. C'est ce qu'on appelle une malice cousue de fil blanc. Et il ressort d'une façon manifeste de la défense lamentable de la municipalité que si le Courrier de Tourcoing n'avait pas élevé la voix, on n'aurait entendu parler de tout cela que le 11 juin, c'est-à-dire probablement le jour même de l'ouverture du nouveau cimetière; à quelque chose malheur est bon.

La morale de l'affaire? C'est qu'il n'y aura pas d'adjudication pour les pompes funèbres; un marché de gré à gré a été traité avec un étranger lequel, quoi qu'on dise, aura ses fournisseurs attirés pour ce qui concernera les détails des obsèques (vous connaissez tous, par exemple, le marchand de couronnes qui sera le préféré, le marchand de couleurs qui fournira le vernis pour les corbillards, l'imprimeur qu'on vantera pour l'excellence de son travail) et puis ceux qui ne seront pas contents iront se faire pendre ailleurs.

On a l'audace de parler de « ménagement apportés pour sauvegarder les intérêts privés des commerçants de Tourcoing; c'est de la charge, c'est une vaste blague. On se fâche du bon public, des loueurs de voitures en particulier, parce qu'on sait que les élections municipales n'auront plus lieu avant 1904.

Et dire qu'il y aura encore un tas de politiciens rampants qui trouveront que tout est pour le mieux dans le meilleur des... cimetières. Tourquennois, vous êtes « roulés » dans les grands prix; ce ne sera pas la dernière fois.

UNE ÉDIFIANTE TROUVAILLE. — Samedi soir, alors que le Courrier de Tourcoing venait de paraître, un ouvrier s'est présenté dans nos bureaux porteur d'un document qui vaut son pesant d'or.

Le brave gargon, qui est sans travail depuis un mois, a reçu d'un de nos amis présent à la conversation que nous avons eue avec notre visiteur, une bonne gratification pour le plaisir qu'il nous a procuré. Nous tenons à donner ce détail pour que nos adversaires ne viennent pas nous accuser, comme ils l'ont déjà fait, de soudoyer les honnêtes gens.

L'Avenir dira peut-être que nous avons été victimes d'un Lemice-Terrieux quelconque, cela ne changera rien à la situation et nous avons de quoi lui prouver amplement que nous sommes documentés.

Donc on nous a apporté un bout de lettre (la partie du haut manque presque entièrement) sur lequel se trouvent ces mots: Mairie de Tourcoing; ce papier a été trouvé — nous précisons — à l'angle des rues des Plats et de la Croix-Rouge, froissé, sali, mais il ne nous a pas fallu faire de grands efforts pour reconnaître l'écriture de l'expéditeur, comme l'identité du destinataire.

Il s'agit tout simplement d'un employé de la ville qui rédigeait pour le compté un rédacteur occasionnel de l'Avenir des articles plus ou moins saugrenus, plutôt plus que moins, pendant la période électorale dernière. L'un avait le triste courage d'écrire des choses que son partenaire illettré prenait pour son compte et revêtait même de sa signature.

Voilà à quoi certains employés de la ville emploient leur temps qui est de l'argent, surtout quand ce sont les contribuables qui paient.

Si nos dires sont contestés, nous demanderons alors qu'on veuille bien placer le rédacteur électoral de l'Avenir (qui est en ce moment assez caline) dans un local qu'il pourra choisir; deux de nos amis seront présents et un partisan de M. Dron que le pseudo rédacteur aura aussi la faculté de désigner à l'avance, lui fera faire une dictée.

Nous parions que le grand écrivain qui contresignait les lacéties de l'employé de la ville, ne sera pas capable d'écrire dix lignes sans « accoucher » de dix fautes d'orthographe de nature à faire « rater un bec de gaz » dirait-on dans le midi.

Et voilà pourtant les gens qui veulent faire la loi à Tourcoing! Voilà les acrobates qui prétendent forcer la population de cette ville à assister aux tours de dislocation qu'ils donnent sur les trottoirs de la politique!

Encore une fois, merci à l'excellent ouvrier qui nous a mis en mains la preuve irréfutable de ce que nous avançons; ce qui nous permet une fois de plus de dire avec le poète: Soyez plutôt maçon, si c'est votre métier.

CHRONIQUE RÉGIONALE

MOUVAUX. — Quelques gens peu scrupuleux appartenant — est-il besoin de le dire? — au parti du carabin sans valeur qui a nom Vincent — se livrent journellement à des attaques injurieuses contre certains membres de l'Union Sociale et Patriotique: ils tentent bien de modérer leurs paroles s'ils ne veulent pas être publiquement exécutés. Nos amis n'entendent nullement se laisser malmenner par des adversaires que n'étouffe pas

la loyauté et ils sont disposés à se défendre énergiquement.

D'ailleurs, il est à remarquer que ceux qui crient le plus fort, sont précisément ceux qui auraient tout intérêt à faire le mort, car si on voulait raconter tout ce que l'on dit et tout ce que l'on sait, il y aurait de quoi fermer la... bouche à cette meute de braillards.

On persiste à vouloir arracher à M. Théodore Carlier, sa démission de président des anciens militaires: il ne la donnera pas, car il considère ce titre comme trop honorable. Hurlez, messieurs les adorateurs de Vincent, aboyez, rien ne fera; M. Théodore Carlier restera à la tête des anciens serveurs de la patrie et ni vos insultes, ni vos sarcasmes, ni vos insinuations perfides ne lui feront abandonner la place où l'a élevée la confiance de ses amis.

Encore une fois, radicaux-révolutionnaires, turbulents et tapageurs, calmez-vous, modérez vos transports, respectez les honnêtes gens et si vous êtes malades, allez consulter un vétérinaire, courez voir votre ami Vincent. Dans le cas contraire, on saurait vous montrer que les adhérents de l'Union Sociale et Patriotique n'ont pas peur qu'ils se moquent autant de vous que vous grotesques bravades!

Tribune Publique

A propos des corbillards

M. Augustin Vaucamps, loueur de voitures, nous demande l'insertion de la communication suivante:

Tourcoing, le 6 juin 1900.

Monsieur le Directeur

du Courrier de Tourcoing,

La note officielle parue dans les journaux donne raison à la réclamation des loueurs de Tourcoing:

1^o Elle démontre que la municipalité a conclu un marché de gré à gré avec une compagnie étrangère sans consulter les Tourquennois, parce qu'on n'aurait pas su trouver dans tout Tourcoing, un homme assez capable et assez décent pour faire un directeur de pompes funèbres — ou assez solvable pour entreprendre l'affaire et ce, sans connaître les coutumes et ni le fond de la bourse des gens.

2^o A-t-on seulement fait verser un cautionnement par la Compagnie?

Dans une première lettre au Maire, j'ai offert 10,000 francs — j'ai écrit deux fois sans obtenir de réponse. J'ai donc écrit à la Préfecture, où j'ai offert 20,000 fr. et toujours, pas de réponse. Il y avait donc là un parti pris.

3^o En insinuant que le temps aurait manqué à un Tourquennois pour avoir les équipages voulus, on dirait vraiment que l'ouverture du nouveau cimetière, n'a été décidée que depuis huit ou dix jours et c'est justement par le silence observé que personne n'aurait pensé que pour une ville comme Tourcoing on avait monopolisé un aussi petit service, puisque des chiffres cités, 20^o, ne représentent que 6,700 francs, soit 33,500 francs d'affaires, pour lesquels on offrait d'emblée 20,000 francs de cautionnement.

Qui dit qu'une adjudication n'aurait pas rapporté 30^o?

L'administration ferait mieux d'avouer qu'elle n'a pas été prévoyante. Il ne manque pas de constructeurs dans le pays capables de fournir n'importe quel nombre de véhicules.

4^o Il fallait commencer par l'adjudication et donner l'affaire au plus offrant et exiger les garanties voulues. Personne n'aurait rien eu à dire et personne ne pensait à autre chose que les corbillards. Les calculs faits par la Mairie prouvent que si la Compagnie n'y avait pas vu un avantage, elle n'aurait pas entrepris l'affaire. Il est à penser que les Tourquennois savent encore calculer.

5^o A la Mairie on dore bien la pilule et on trouve qu'en cassant les bras de plusieurs entrepreneurs, on fait leurs affaires, c'est trop fort!

Pourquoi n'ont-ils pas monopolisé les couronnes et tous accessoires d'enterrement? La réponse est bien simple et il ne faut pas éclairer aussi fort ni lanterne pour la trouver. Qu'on veuille bien examiner la profession commerciale de chaque conseiller, et on trouvera la réponse.

6^o Est-ce qu'à Lille et à Roubaix le service des corbillards ne fonctionne pas bien? et cependant, il n'est pas monopolisé.

Tourcoing n'aurait pas été plus en retard que ses sœurs. Veuillez agréer, etc.

Augustin VAUCAMPS.

Il n'y a rien à ajouter à ces considérations qui font d'ailleurs l'objet d'un entrefilet en chronique locale, sinon que les corbillards sont arrivés en gare et qu'ils sont d'un tel primitif que ce n'était pas la peine de faire tant de bruit pour arriver à un aussi piètre résultat.

CORRESPONDANCE

DU "COURRIER DE TOURCOING"

PARIS, le 8 Juin 1900.

Une série de congrès. — Au palais des armées de terre et de mer. — France et Allemagne. — Cinq mille institutrices. — Parisienne au pays du soleil.

Le premier congrès vient de s'ouvrir à l'Exposition. Dans le palais de l'Economie sociale, M. Variand enseigne la noblesse des sciences de l'écriture. Il convient que la graphologie préside à ces congrès innombrables.

Qualité bien nécessaire, si l'on songe que, durant cinq mois, 127 congrès vont se suivre au palais du pont de l'Alma. En juin 1899, les congrès annoncés et approuvés atteignaient 104. Mais le dernier délai officiel, le 1^{er} octobre 1899, n'était pas expiré, que vingt-trois autres groupes avaient adhéré. Les congrès se fermeront, le 13 octobre, sur l'Etude des fruits de pressoir.

Cette aimable variété n'empêche point tou-